

Nat: Please show M.A. + Gus? This is from the  
April CC mtg. of French LCR.

Camarades,

Resignation of the comrade of the  
Political Bureau in charge of the "Organization"

Commission

J'ai annoncé le 20 Décembre ma décision de démissionner, après les campagnes législatives, de mes responsabilités de permanent et de membre du BP. ~~Depuis le climat s'étant encore~~ Depuis le climat s'étant encore durdi, j'ai dû avancer mon départ du BP.

J'avais fait connaître ma décision suffisamment tôt pour éviter une interprétation basée sur les résultats électoraux, ou toute autre ayant pour fonction de livrer les problèmes qu'elle veut poser. Interprétations dont sont habituellement féconds les psychologues si subtils et péremptores dont regorge notre organisation. Et sa direction tout particulièrement. Mon départ est causé par un désaccord sur le fonctionnement des directions centrales et ~~l'incapacité~~ mon incapacité à m'y adapter. Mais il serait malhonnête de ne l'imputer qu'à moi.

Il ya d'abord une lassitude profonde du travail qui fût, pour l'essentiel le mien depuis plus de deux ans. S'occuper d'administration et de finances n'est pas précisément passionnant. Passer de la gestion de son salaire à celle de centaines de millions remis en confiance par des milliers de cotisants ou souscripteurs, assumer les rôles de contrôleur tatillon ou de responsable du personnel est éprouvant. De surcroît, la situation politique de ces dernières années ne contribuait pas à améliorer les choses. Elle a imprimé au travail des permanents un rythme très fatiguant. Fonctionnaires aux horaires très lourds, incapables de faire tout ce qu'il faudrait, avec le plus grand mal à prendre un peu de recul. Fonctionnaires quand même. Et quelle que soit la compréhension des besoins de l'organisation, ce n'est pas exactement ce à quoi on aspire quand on a choisi d'être un militant communiste? Refoulée ni par les événements politiques, ni par un travail de militant quotidien, ni par l'utilisation partielle du calme relatif aux fins d'étude et de formation, l'épuisante routine s'installe.

Tout ceci fût soumis à un premier multiplicateur: l'isolement ou l'hostilité dans lesquels ce travail a dû être accompli. A contre-courant de si fortes habitudes, de tant de coins de confort aménagés dans les ombres du laisser-aller organisationnel, et surtout d'une orientation pratique mettant ces questions hors-la-politique. Il fallût agir en grande partie contre l'organisation mais contre ses directions aussi. J'ai fait sur le sujet un rapport au CC, voici un an (BI n° 58) qui ne date pas vraiment aujourd'hui. L'organisation est désintéressée profondément de sa construction nationale et totalement de celle de son appareil. Et, exercice périodique, elle crie à la bureaucratie. Le danger qui en découle est double. Un retard organisationnel qui peut nous empêcher de faire face à nos responsabilités à un moment donné ou impliquera des efforts

Enous là où la préparation et un minimum de rigueur auraient suffi. Le meilleur exemple fut la nécessité de construire l'imprimerie de pair avec le lancement du Quotidien. Apartir de rien. Et il est absolument assuré, mon avis, que nous aurions subi un échec retentissant si l'Internationale n'avait pas consenti l'effort jusqu'alors refusé par sa section française.

Ce premier danger fait le lit d'un autre, plus grave sans doute. L'indifférence générale de l'organisation réduit à très peu de choses sa capacité de contrôle de son appareil. Grosso-modo à la volonté des camarades de la direction qui s'occupent de cet appareil. Soit une personne avant la mi- des pieds de la commission d'organisation! Mais cette dernière, à son tour, quelle est au juste sa définition? Deux sont possibles. Soit une coordination de camarades plus spécialement chargés de suivre l'aspect "organisation" de leur secteur et donc pleinement épaulés par les directions de ce secteur. Soit, parce que les directions se déchargent sur eux, le lieu unique où ces questions sont traitées. La commission n'est plus alors un lien entre directions, mais la direction de tout l'appareil, contrôlant aussi bien son recrutement, ses ressources, son fonctionnement. J'ai sans cesse dénoncé le danger que représenterait cette dernière conception. Mais il faut dire que la tendance fondamentale, née de la résistance des diverses instances à prendre en charge sérieusement les aspects organisationnels de leur activité, est à se reposer sur de soit-disant spécialistes et donc mettre en pratique la seconde définition de la commission. Alors prenons garde que ne finissent par s'y installer des vrais partisans de la centralisation, des auteurs de fichiers centraux et de dossiers complets. Ils pourraient s'y coaguler sans bruit, y compris en appui sur une réaction profonde au "bord" au mépris endémique de cette dimension de notre construction. Mépris, je crois vraiment, d'origine petite, bourgeoise intellectuelle.

Tout cela pèse lourd, mais n'a pas suffi à décider ma démission. La préoccupation de ces questions s'est malgré tout développée. Sur le plan personnel, de mon passage à Marseille et au EP je tire un bilan positif (ceci dit sans fausse honte, faute de bilan collectif). Lassitude donc <sup>(de mes 40 ans)</sup> mais <sup>aucune</sup> pas démonisation politique.

La raison déterminante pour ~~antérieures~~ a été l'absence complète d'amélioration du fonctionnement du BP et son chapelet de conséquences. J'y suis venu sur la base de ce que je croyais être un contrat collectif. Aperçu qui qu'on ne travaille pas adossé à une équipe mais, sans ou contre elle est donc dur. Se confronter à un cadre qui n'apporte aucun contre-poids, par un travail politique commun, à des tâches assez arides, pousserait plus à qu'on ne peut encore à décrocher. Mainte fois je l'ai dit. Sans le moindre effort. Parce que plus profondément, par ses habitudes de travail, par le climat qui y règne, le BP est au mieux un lieu d'échange de vues. En aucun cas un cadre de travail collectif, ni donc un centre de décision. C'est la définition même d'un directeur qui est ainsi remise en cause. Une somme d'individus se concertent une fois la semaine et vérifie que de trop grosses divergences n'ont pas surgi entre temps. À l'heure (ce type de fonctionnement supporte très mal le désaccord, même secondaire). Pour le reste, chacun dans son coin dirige son secteur.

Une direction de longue tradition, forgée au travers d'épreuves décisives de la lutte des classes, soudée par une homogénéité politique profonde issue de cette expérience commune, pourrait s'accommoder d'une texture distendue. Le travail de chacun vérifiant de loin en loin, l'expérience de chacun se partageant aisément. Bien entendu, telle n'est pas notre situation. Nous avons à construire nos directions. A tous les niveaux. C'est le refus objectif d'entreprendre cette tâche essentielle que signifie la pratique présente. Parce que tâche signifie forces, temps, opiniâtreté, comportements individuels adaptés et donc choix. C'est ce choix qui n'est pas fait. Qui n'est pas, je crois, compris.

Il y a là derrière un vieux débat. En matière de construction de l'organisation la direction a vécu sur une alliance entre une ligne incarnée par le choix du Quotidien (non par le Quotidien) et une absence de ligne. Le Quotidien synthétisait deux choses. Une appréciation de la situation politique à venir. Mais aussi une solution aux problèmes de l'organisation. C'est pour cette seconde raison que je l'avais combattu. De quoi s'agissait-il? Le journal serait grosso-modo la reproduction de l'assemblée générale des temps de la JCR avec les moyens techniques adaptés, comme forme de direction (le fonctionnement politique dans cette optique, se réduisant à des problèmes de direction). Et quelque chose

de plus en s'adressant, par dessus l'organisation, directement à des milliers de militants ouvriers, la "mutation" serait accélérée. Les critiques d'alors apparaissent plus claires aujourd'hui. Cette conception ne concevait l'organisation que comme-relai de transmission des idées produites en haut vers la classe ouvrière. Le rôle de l'organisation dans cette production et les transactions qu'il impliquait étaient relativisés par la découverte d'un relai plus direct. On était bien sûr ne pas savoir les lieux de débat minutieux que réclame l'intervention dans l'actuel rapport des forces. Elle ne saurait se satisfaire de justes généralités. Un choix décisif dans la construction de l'organisation a été fait ~~maladroitement~~. Au détriment de l'effort pour le fonctionnement du EP, du ~~pour~~ pour liaison avec les DV, <sup>mise en place</sup> pour la ~~mise en place~~ des directions de branches et la formation. Les camarades les plus familiers du travail ouvrier ne pouvaient partager ces illusions sur le rôle du Quotidien. Mais ils firent la majorité en sa faveur en assurant que, ma foi, l'en concilierait tout ça.

La vie a tranché sur la conciliation. Elle a tranché aussi sur le Quotidien, instrument privilégié de combat de la crise. Elle n'a malheureusement ~~pas~~ pas encore convaincu leurs protagonistes. Et si les thèses du dernier Congrès étaient entièrement à contre-courant de cette façon originelle de voir et d'agir, elles n'ont pas en fait guidé le travail du EP. Le courant 1° a emporté.

Le bilan aujourd'hui est très lourd. Le refus de ~~l'effort~~ l'effort prolongé de construction a, entr'autres, entretemu et même aggravé le vide entre les villes et le EP. Nombre des "relais" antérieurs, animateurs et "historiques" des DV du temps jadis, ont dû passer la main. ~~Et~~ le EP s'écroule sous les tâches. Et l'élaboration nationale sert très peu à l'organisation. Une partie stockée dans les villes; une autre peu finie en cercle restreint centralement; faute de ~~des~~ instances intermédiaires capables de les faire circuler, les confronter, les fonder. Et nous venons de gâcher l'année la plus propice, depuis la décision du Quotidien, pour changer cela.

Voilà donc une direction faillie? Ce n'est malheureusement pas si simple. Parce qu'elle regroupe assurément, je le dis d'autant plus simplement qu'aujourd'hui extérieur, les camarades parmi les plus capables et les plus sûrs au point de vue de l'orientation générale. Et c'est vrai, il n'y a pas de direction de recherche.

Le problème est bien là: les camarades les plus capables font en pratique quasi obstacle à toute réorientation. Malheureusement, plus le temps passe et moins il y aura de direction de rechange. Nous n'avons pas, depuis 68, connu des lettres d'ampleur suffisante qui auraient produit "quasi-naturellement" des cadres politiques à partir du travail de masse. Faute de relais intermédiaires et d'un effort systématique ~~en~~ n'y a pas de progrès (au niveau national) en ce sens. Seuls, au hasard de leur histoire propre, quelques camarades émergent qui acceptent d'assumer les tâches de direction nationale. Puis, en grand nombre finissent par se replier. Voilà pourquoi attendre la "direction de rechange" serait attendre que la situation politique en jette les bases. Mais cela signifie alors que nous devons affronter cette situation de luttes intenses et en l'état actuel des directions, sûrement un peu plus dégradé. Ces directions n'y résisteraient pas et nous risquerions alors de manquer des occasions décisives.

Alors quelle issue? On ne peut pas encore déduire des contradictions qui précèdent une situation bloquée: les événements peuvent modifier les consciences. C'est une possibilité, pas une assurance. Alors, ou bien une majorité des directions nationales et précisément du SF prend conscience des dangers que son orientation organisationnelle fait courir à la Ligue. Ou bien il faudra en passer par une crise de direction. C'est cette deuxième voie qu'ont dû emprunter la majorité des villes. Les plus vieilles générations dirigeantes, aussi les plus formées et pas seulement "théoriquement" comme il est dit parfois, n'ayant pas su s'associer les forces vives de l'organisation ~~ni même~~ ni même accepter les questions qu'elles soulevaient. Peut-être la même crise ne pourra être évitée nationalement. En sachant bien que son prix sera infiniment plus lourd ~~pour~~ et qu'elle s'accompagnerait vraisemblablement d'une remise en cause de l'orientation politique générale.

Il n'y a aucun automatisme. C'est une responsabilité qui reste entière pour la direction centrale. De toutes façons il faut poser le problème maintenant. Et profiter du temps qui nous reste. J'espère que ma démission aidera à crever cet abcès qui n'en finit pas de s'être mûrir.

Le 18 février 78

Morina (Boris)